

L'hon. Noël Dorion (secrétaire d'État): Au cours de l'année civile 1960, la Commission du service civil a émis 20,056 certificats d'engagement, y compris 1,354 certificats émis à l'égard d'emplois d'été confiés à des adjoints étudiants. Ce chiffre est peut-être un peu supérieur au nombre exact de nouveaux employés, car certains peuvent avoir été certifiés plus d'une fois au cours de l'année; toutefois, c'est le seul chiffre disponible.

2. 2,069.

3. Au cours de l'année, 640 personnes ont été congédiées pour «motif», ce qui comprend les renvois pour incompétence et les postes abolis.

**PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES,
À FORT-WILLIAM, DE 1945 À 1960**

Question n° 312—M. Badanai:

Combien de prêts a-t-on approuvés aux termes de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles dans le district électoral de Fort-William, durant chaque année, de 1945 à 1960 inclusivement?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Nous ne possédons pas ces renseignements.

**PORT-CREDIT (ONT.)—CONSTRUCTION ET
EXPLOITATION DES QUAIS**

Question n° 313—L'hon. M. Hellyer:

1. 1^{er} juillet 1957 au 31 décembre 1960, combien en a-t-il coûté pour la construction des quais et des installations auxiliaires à Port-Credit (Ontario)?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il dépensées pour l'entretien et l'exploitation des quais et des installations auxiliaires à Port-Credit (Ontario) du 1^{er} juillet 1957 au 31 décembre 1960?

3. Quelle quantité de marchandises a-t-on débarquée sur les quais de Port-Credit durant chacune des trois années civiles 1958, 1959 et 1960?

L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics):

1. \$568,701.84.

2. \$37,825.20. Ce montant a été payé pour les installations auxiliaires à Port-Credit, mais n'a rien à voir avec le quai principal en question. Ce travail a été réalisé afin de maintenir le chenal jusqu'au port intérieur, à l'embouchure de la Credit.

3. 1958—Néant.

1959—Néant.

1960—6,509 tonnes de sel gemme.

Ces chiffres ne comprennent pas les marchandises débarquées sur les quais privés.

**CONFÉRENCE DE STIMULATION DES VENTES, À
OTTAWA**

Question n° 314—M. Argue:

1. Combien de sociétés avaient envoyé des délégués à la conférence de stimulation des ventes, tenue à Ottawa par le ministre du Commerce, en novembre dernier?

2. Quel est le nom de chaque société et quel commerce chacune exerce-t-elle?

3. Certaines de ces sociétés a) sont-elles des filiales de sociétés américaines, b) sont-elles régies par des sociétés américaines?

4. Dans le cas de l'affirmative, a) quelles sont-elles, b) quel est le nom de la compagnie mère, c) dans quelle mesure sont-elles régies par la compagnie mère?

5. Certaines sociétés se sont-elles désistées après que des ventes éventuelles furent amorcées lors de la tenue de la conférence ou subséquemment?

6. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont-elles?

7. Quelles ventes ont été effectuées par suite de cette conférence?

M. E. L. Morris (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce):

1. 1,133 sociétés.

2. Nous estimons contraire à l'intérêt public d'en donner la liste.

3. Cette question concerne l'administration interne de sociétés privées.

4. Voir réponse au N° 3.

5. Oui, environ 367.

6. Il n'est pas jugé opportun de désigner ces sociétés. Ainsi que le ministre du Commerce l'a déjà fait savoir, il suit ces sociétés dans l'espoir de les inciter à continuer leurs efforts.

7. Environ 52 articles ont fait surtout l'objet de commandes d'essai pour plus de 2 millions de dollars, placées par 22 pays.

**RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE DU NATIONAL-CANADIEN,
PROVINCES ATLANTIQUES**

Question n° 315—M. Batten:

1. La Compagnie de télégraphe du National-Canadien exploite-t-elle des réseaux de téléphone dans certaines régions a) de la Nouvelle-Écosse, b) du Nouveau-Brunswick, c) de l'Île du Prince-Édouard?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces régions?

3. Quelle est la population et quel est le nombre d'abonnés desservis dans chaque région?

4. Quelle est la longueur totale de la ligne principale de chaque circuit?

L'hon. Léon Balcer (ministre des Transports): La direction du National-Canadien nous fait savoir, en réponse à la partie 1 de la question, que la Compagnie de télégraphe du National-Canadien n'a pas de réseau téléphonique dans les provinces en question.

Les parties 2, 3 et 4 de la question ne s'appliquent pas, par conséquent.

**AVANCES FÉDÉRALES À LA COMMISSION
D'ASSURANCE-CHÔMAGE**

Question n° 316—M. Caron:

1. Le gouvernement a-t-il consenti des avances à la Commission d'assurance-chômage durant l'année financière 1960-1961 et depuis le commencement de la présente année financière?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le montant de chacune de ces avances et à quelle date chacune a-t-elle été consentie?